

Nous sommes aujourd'hui dans une situation paradoxale ou, en tout cas, inhabituelle par rapport à ce que nous connaissions jusqu'ici, sous la Ve république: Le gouvernement est de moins en moins soutenu dans le pays. Mais il n'y a pas pour autant d'opposition naturelle qui se dégage.

L'exécutif, singulièrement le Président de la République, après avoir bénéficié d'un État de grâce et même, et fait inédit, après avoir semblé convaincre une part supplémentaire de l'opinion publique après l'élection présidentielle, est en train de se confronter au réel.

La colère gronde chez les retraité-e-s qui ont vu la CSG augmenter, plongeant des ménages dans la difficulté. Selon un sondage Viavoice, si le président est assez soutenu sur les sujets régaliens (Sécurité / Immigration mais aussi école), c'est sur le pouvoir d'achat que les français exprime leur colère.

Cette même colère s'exprime aussi, au sujet des EHPAD, des Hôpitaux, mais aussi concernant les universités avec Parcoursup ou encore la SNCF.

Selon l'institut BVA qui a sorti son enquête de popularité mensuelle, il y a quelques semaines : on note dans les motifs de cette baisse de popularité de nombreuses références à la réforme annoncée de la SNCF.

Celle-ci semble nourrir l'inquiétude sur, je cite « la casse des services publics et des acquis sociaux » et accentuer les critiques à l'égard d'un président perçu comme « trop parisien et déconnecté du monde rural ».

L'étiquette de « président des riches », que nous avons participé à populariser, lui colle à la peau. Chacune de ses nouvelles mesures est ainsi lue en comparaison des multiples cadeaux faits aux plus riches.

De ce point de vue, il est clairement en difficulté dans la bataille d'idées et de communication visant à faire passer sa politique pour juste.

La marge de manœuvre politique du président se rétrécit donc mais il ne semble pas que l'espace laissé soit automatiquement occupé.

De plus, pour l'heure, si l'espace laissé vacant par le pouvoir est investi dans quelques interstices, on peut craindre que cela soit surtout les Républicains qui s'y glissent, comme le démontre récemment le résultat des élections partielles de Montargis où le candidat des républicains réalise un score de 38 % soit le même nombre de voix quand juin 2017.

Parce que la construction d'une opposition de gauche forte n'a rien de naturel, nous nous étions fixé comme ambition, dès le début de cette année, de 2018 une année d'actions et de construction face à Macron.

Il est urgent de poursuivre nos actions pour démultiplier les luttes contre la casse de notre modèle social, démocratique, écologique ; de poursuivre et amplifier nos efforts pour fédérer toutes les énergies possibles, de les faire converger.

Nous ne devons pas craindre d'expliquer sans relâche, les objectifs du pouvoir à ceux et celles qui en sont souvent bien conscients mais parfois baissent les bras.

Nous devons nous acharner à débattre largement dans la population pour dénoncer les pièges et les mensonges du gouvernement.

Nous devons travailler à démultiplier les gestes, les initiatives de proximité qui nous permettront d'inverser l'opinion publique et de faire grandir le besoin d'alternatives.

Les réussites des manifestations du mois de mars sont des points d'appui pour cela. Avec 400 000 manifestants dans toute la France, cette première journée d'action témoigne de la colère qui monte et va compter pour la suite. Mais le bras de fer qui s'entame va être long et nous devons travailler durant les jours et les mois à venir à prendre toute notre place dans les batailles en cours pour inverser l'opinion publique.

Tout le travail que nous avons entamé à l'occasion des états généraux du progrès social et que nous poursuivons sur nos territoires sont des points d'appui.

Il nous faut prendre toute notre place dans la campagne contre la hausse de la CSG. N'hésitons pas à mettre en parallèle le choix d'augmenter la CSG avec celui de la suppression de l'ISF.

Mettons en exergue que, quand les plus fortunés de notre pays économiseront 5 milliards d'euros, on explique au reste de la population que retirer 5 euros pour les APL ça ne change pas la vie.

Qu'il faudrait continuer de se serrer la ceinture, réduire le nombre de services publics de proximité si utiles à nos populations, pour éviter de faire grossir « la dette », cette dette épouvantail ou alibi, selon les circonstances mais toujours brandie, par le gouvernement.

Nous devons travailler à ancrer ces batailles sur le terrain, dans la proximité pour les élargir, les populariser.

Travaillons à créer partout où cela est possible des comités de défense des services publics pour

faire croiser usager et territoriaux, pour montrer l'impact des politiques de Macron sur la population et faire grandir l'exigence de nouveaux services publics.

Dans la suite du 22 mars nous devons poursuivre notre travail de sensibilisation large aux politiques de casse sociale.

Nous devons soutenir cette mobilisation mais aussi mettre en avant notre apport spécifique d'organisation politique.

Continuons à prendre donc toutes les initiatives nécessaires pour inverser l'état de l'opinion publique. Ne laissons pas la bataille de la communication au gouvernement, à la droite, associés aux grands médias qui visent à opposer les français entre eux. D'autant plus dans cette seconde phase qui s'ouvre avec le début de la grève des cheminots, multiplions les discussions avec les usagers, sur les effets concrets à courts et longs termes de la réforme SNCF, cela à partir de leurs préoccupations concrètes et quotidiennes. Ils, elles veulent des trains qui fonctionnent, sont à l'heure, des lignes sur l'ensemble du territoire, des billets moins chers... autant de choses que l'ouverture à la concurrence mettrait à mal. Nous devons être un levier utile dans le combat contre la réforme ferroviaire. Déjà les communistes se sont déployés déployer matin ou soir dans un nombre important de gares dans toute la France. Amplifions ces initiatives.

Interpellons nos élu·e·s régionaux sur les conséquences de l'ouverture à la concurrence des Ter. Présentons, partout où cela est possible, des vœux pour exiger un service public ferroviaire de qualité, pour tous et toutes.

La bataille de l'opinion publique est essentielle dans le bras de fer qui s'entame. Et c'est le rôle et l'apport d'une organisation politique comme la nôtre de s'investir pour inverser la tendance.

Les suites que nous pourrions donner localement à la journée du 22 mars vont beaucoup compter. Avec cette volonté de construire opposition et riposte, les retombées locales ou régionales des états généraux du progrès social doivent être des points d'appui pour poursuivre le débat avec les acteurs locaux des luttes, les citoyennes et citoyens afin d'imaginer ensemble les suites à mettre en place.

Toutes les initiatives que nous prenons et que nous allons prendre dans les prochains jours, semaines, sont des apports pour notre débat de congrès.

En effet, comment réfléchir, à partir des luttes que nous sommes capables de mener, la reconstruction d'une alternative politique dans les conditions d'aujourd'hui.

Si, avec ce congrès, nous avons l'ambition de rendre notre parti plus utile dans notre objectif de

transformation sociale, cette question doit être au cœur de nos débats.

Il nous faut réinterroger forcément notre rapport aux luttes, nos rapport aux actrices et acteurs de ces luttes, comme aux mouvements qui existent dans la société.

En bref, le rapport qu'entretient le PCF avec la société.

Les batailles que nous menons sont des temps forts pour expérimenter afin d'être plus à même d'apporter des solutions à ces questions.

Ce sont des moments pour expérimenter notre conception du rassemblement, notre capacité à travailler, sur le long terme, avec le plus grand nombre, comme pour nous aider à définir les outils nous permettant d'y parvenir.

Si notre objectif n'est pas de représenter le peuple mais de permettre au peuple d'appréhender le fonctionnement de la société et de participer à la prise de décisions pour construire, lui-même, le chemin de son émancipation : Quels gestes ? Quel campagne ? Quel structuration ?

Ces questions sont au cœur de notre débat stratégique, du choix de stratégie de transformation sociales.

Comme le précise la note sur stratégie, notre stratégie est moins un programme, même s'il en faut évidemment un, qu'un travail de mise en mouvement permanent de toutes celles et ceux qui ont intérêt au changement, d'appropriation par le plus grand nombre des objectifs de transformation.

Notre combat est celui qui permet, en toutes circonstances, au mouvement réel de la société de pousser le plus loin possible ses potentialités transformatrices.

Vient alors la question de notre organisation : Notre structuration, notre mode de fonctionnement nous permet-il d'être ancrer dans ces luttes, dans les luttes qui existent dans la société pour les nourrir d'une visée de transformation de fond.

Cela pose naturellement la question de notre nombre pour atteindre cet objectif, pour investir l'ensemble de ces luttes et y faire entendre notre voix, notre apport.

En effet, nos combats politiques ne pourront être victorieux que si nous sommes capables de modifier les rapports de forces dans la société.

Pour cela, le nombre d'adhésions que nous réalisons, le nombre de personnes à qui nous proposons l'adhésion et, de fait, le nombre de camarades mobilisés pour la proposer, sont des éléments cruciaux dans notre volonté de conquête sociale, politique et démocratique.

Dans un contexte où le mouvement social accélère les prises de conscience et les enjeux, nous

devons travailler à être plus organisés, plus nombreux, plus présents sur tous les terrains.

Ainsi, la question de notre nombre, de notre renforcement ne se pose pas d'abord comme une question interne mais comme un élément indispensable au développement d'un large mouvement pouvant rendre possible l'alternative dont la France a besoin.

Mais cette question sur notre structuration nous pose également la question de notre rayonnement, de notre capacité à dialoguer largement avec ces hommes et femmes qui au travers de ces luttes cherchent les voies de leur émancipation.

En effet notre capacité d'être présent partout dans les luttes, n'est-ce pas une question centrale ? Ne devons-nous pas réfléchir et agir collectivement pour que les communistes, en fonction des réalités qui sont les leurs, interviennent dans ces luttes, les impulsent, rassemblent, recréent de l'intérêt commun, de la conscience de classe pour reconstruire l'idée qu'il est possible de faire d'autres choix, que d'autres solutions existent ?

Nous construisons chaque année des liens avec des citoyennes et citoyens à l'occasion d'une campagne électorale, d'une bataille locale ou nationale. Mais souvent une fois la bataille terminée, nous travaillons peu, pour ne pas dire pas, à maintenir ce lien dans la durée.

Or si nous faisons le choix de la démocratie et de la participation du plus grand nombre à la prise de décision, pour écrire ensemble une nouvelle page de l'Histoire, nous ne pouvons continuer à laisser sur le bord de la route ces citoyens et citoyennes qui, par un bout ou par un autre, ont montré un intérêt pour notre action et des points de convergence avec nos analyses.

Si nous nous fixons collectivement l'objectif de travailler avec ces milliers de citoyens et citoyennes, d'investir et de dialoguer avec les hommes et femmes qui luttent, ceci n'est pas sans conséquences sur notre organisation.

Notre structuration doit être adaptée à cet objectif politique mais aussi à la manière dont vit la société, comme au rythme rapide auquel vont les choses ?

Pour cela, il nous faut affirmer une organisation territoriale qui soit une colonne vertébrale avec des structures de proximité pour lier du contact humain et des rapports de confiance.

Mais il nous faut aussi, en complémentarité avec cette structuration à réfléchir, d'autres possibilités de mise en mouvement.

Nous pourrions mettre en place, constitués à partir de certaines thématiques, des réseaux ouverts

mêlant communistes et citoyens investis dans ces luttes diverses qui existent dans la société. Cette proposition de réseaux d'initiatives, mêlant actions et réflexions, peut avoir un vrai sens aujourd'hui. Quand 1 personne sur 4 est prête à signer une pétition, seul 2 à 3 % des français sont prêts à s'engager dans un parti. Ces chiffres mettent en avant le fait que les partis politiques ne sont plus vus aujourd'hui comme l'outil qui permet à l'individu, en se joignant à d'autres, de construire son émancipation. Nous savons que cette vision est caricaturale mais elle pointe des réalités qu'il nous faut surmonter.

Durant nos campagnes nous rencontrons souvent, une somme de gens fabuleux qui se disent disponibles pour travailler sur un ou plusieurs sujets sans vouloir prendre un engagement plus global. Ces réseaux d'initiatives, certains ponctuels, d'autres qui pourraient être pérennisés, peuvent être des outils pour permettre à ces personnes de vivre une expérience positive avec le PCF.

Ils pourraient permettre un travail de mise en commun avec les acteurs des luttes, les citoyen-ne-s concernés, afin de gagner en précision et en efficacité.

Cependant, la combinaison de ces deux dimensions de notre organisation : territoriale et réseaux, ne pourra prendre corps que si nous sommes capables dans le même temps de travailler à ouvrir toujours plus nos structures locales, à tous les niveaux, à la société, à tous ceux qui veulent agir avec nous parce que notre combat est aussi le leur.

Pour rendre effectives ces propositions, il nous faut examiner, chacun à notre échelle, le sens de notre structuration actuelle, pointer ses forces et ses faiblesses afin de les faire évoluer.

Notre structuration doit également développer notre capacité à nous organiser, à nous déployer. Quelles campagnes pour élargir le nombre de personnes avec qui nous dialoguons, nous construisons ? Sur quelles idées ? Quelles campagnes pour changer les rapports de force et mener la lutte idéologique ?

Beaucoup de camarades s'interrogent sur la conception et la temporalité de nos campagnes. Cette question ne peut être détachée de l'analyse que nous faisons de la société, à la fois dans notre perception des potentiels dans les mouvements en cours, et dans l'identification des leviers dans la société pour éveiller la pensée et faire grandir la conscience de classe.

Ce sujet des campagnes doit être également étudiée en lien avec nos capacités d'animation sur les territoires.

Si nous faisons le choix d'être une organisation de proximité, la place que nous prenons dans les luttes locales à partir des préoccupations concrètes des populations concernées est essentielle.

Or la somme de ces campagnes locales, des réponses à l'actualité nationale, et des campagnes « structurantes du parti » finit souvent par submerger les animateurs et animatrices de notre organisation.

Il nous faut donc réfléchir nos campagnes avec une certaine souplesse et adaptabilité aux réalités territoriales de chacun afin quelles puissent trouver un ancrage local essentiel à leur développement.

Ne nous faut-il pas privilégier des campagnes de moyen et long termes plus transversales pour pouvoir ainsi les décliner dans le cadre de nos batailles locales comme de nos batailles d'actualités ?

Il faut sûrement continuer à pousser les réflexions sur ce sujet afin de définir les outils nécessaires comme le travail de direction le mieux adapté à cet objectif.

Pour quelles soient réellement efficaces, nos campagnes doivent être appropriées et permettre l'implication du plus grand nombre d'adhérent·e·s de notre parti.

Cela nous pose de nombreuses questions :

Comment être plus efficace dans l'organisation de nos adhérent·e·s ?

Quel lien sommes-nous capables d'entretenir avec les adhérent·e·s de notre parti pour leur donner les outils nécessaires à leurs réflexions comme à leurs activités ?

Est-ce que l'assemblée générale est le meilleur outil pour permettre à chaque communiste de s'exprimer ? Des camarades témoignent des difficultés pour eux à prendre la parole dans ces espaces de souveraineté de nos adhérents. Pour certains nouveaux, les débats sont trop longs, trop généraux et ne répondent pas à leur envie d'agir.

Dans nos assemblées, comment réussir à mieux équilibrer le temps du débat politique et celui temps d'élaboration du plan de travail ? Comment permettre à chaque adhérent·e de trouver sa place ? Quelles autres structures pour échanger, débattre et mettre en mouvement dans la proximité ?

Si la proximité est essentielle, comment aider au déploiement de notre activité ? Quel rôle de la direction de section pour aider à l'animation de proximité ? Quel suivi ?

Dans notre objectif démocratique, la volonté de mettre en mouvement un nombre toujours plus important d'adhérent·e·s, ne nous pousse-t-il pas à revisiter le fonctionnement de notre organisation en donnant un sens nouveau à la phrase « placer l'adhérent·e au centre de notre parti » ? Dans cette perspective, sans doute devons-nous revisiter aussi le rôle des animateurs de notre parti, et ainsi travailler leur formation en ce sens pour tendre à ce qu'ils/elles soient en prise

avec la société.

De même, permettre à chaque adhérent-e d'acquérir les outils, à partir de ses centres d'intérêts, pour analyser la société mais aussi pour construire les propositions qui pourront la transformer, n'est-il pas un moteur de l'action du plus grand nombre ? Nous pourrions imaginer de donner corps à cette conception de la formation, de l'éveil à la pensée en créant, dans chaque région dans un premier temps, des universités populaires. Celles-ci pourraient voyager dans chaque département de la Région concernée.

Pour favoriser la construction citoyenne, cette conception de la « formation » est un atout. C'est un outil indispensable pour investir les collectifs de luttes existants sur les territoires. Le travail de construction collective exige un apport politique, une base de réflexion et des militants en maîtrise de ces éléments pour les critiquer et les enrichir, avec d'autres.

Le processus de politisation populaire devient alors un objectif, un apport et un moyen pour agir. Il participe à faire renaître un sens collectif de l'intérêt commun et permet aussi de mieux appréhender la nature des rapports de classe, essentiels dans notre combat.

Cette conception de la formation donne un sens nouveau à notre identité démocratique pour la mise en mouvement populaire. Elle définit notre parti tout autant comme animateur des luttes et de ce débat démocratique que comme force de propositions et d'analyses de la situation. Elle nous pousse à redéfinir le rôle de nos directions comme nos modes d'animations.

Enfin pour conclure, un des seconds marqueurs forts de notre parti doit être celui des solidarités concrètes. Pour donner prise à notre discours dans le réel, cette question est essentielle. Elle permet de réaffirmer les droits de chacun à se nourrir correctement, se former, se cultiver, se détendre... Elle met en exergue la nécessité de sortir des lois du marché, en créant des facteurs essentiels pour l'épanouissement de chacun. Elle donne un sens concret à la notion de commun. De plus ces initiatives sont autant de portes d'entrée pour lier, à nos actions et réflexions, de nombreuses familles populaires, en partant de leurs préoccupations. Elles sont des points d'appui pour permettre à ces milliers de familles de reprendre possession de leur vie en reposant la question de « Qui décide ? ». Qui décide de fermer le bureau de poste dans tel village ou tel quartier et au nom de quelle logique ?

Ces initiatives peuvent permettre de redonner confiance dans l'action commune, dans la capacité de chacun.e à faire respecter ses droits afin de redevenir acteur de sa vie comme de notre devenir commun.



Pour ce faire il nous faut développer plus encore ces initiatives avec un réel esprit de suite. Et dans le même temps de travailler sérieusement à notre conception de la solidarité comme aux manières dont nous l'organisons dans notre objectif de politisation des classes populaires.